



OCDE -- Paris, le 13 avril 2021

Les dépenses liées au COVID-19 ont contribué à hisser l'aide extérieure à un niveau sans précédent en 2020

Chiffres préliminaires de l'APD en 2020

En 2020, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie au total à 161.2 milliards USD, ce qui représente 0.32 % de leur revenu national brut (RNB) combiné (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 158.0 milliards USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines, d'allègements de dette et de contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 1.3 milliard USD consacrés à des structures utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement, et 1.9 milliard sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises.

L'APD totale a augmenté en 2020 de 3.5 % en termes réels par rapport à son niveau de 2019 (voir Tableau 2), atteignant ainsi le plus haut niveau jamais enregistré¹. Cette augmentation est due pour une part au soutien apporté par les membres du CAD à une reprise mondiale inclusive dans le contexte de la pandémie, et pour une part à l'augmentation des prêts souverains bilatéraux consentis par quelques membres accordant des prêts. La plupart des donateurs avaient déjà adopté leurs budgets d'APD lorsque la pandémie a frappé, et ont été capables de maintenir les engagements d'APD qui étaient prévus. En outre, certains d'entre eux ont été à même de mobiliser rapidement des fonds additionnels pour accompagner les pays en développement face à ces circonstances exceptionnelles.

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les pays du CAD ont dépensé 12 milliards USD en 2020 pour des activités liées au COVID-19² (voir Tableau 3). Les Institutions de l'UE ont dépensé 9 milliards USD. Lors d'une enquête spéciale menée par l'OCDE en 2020³, outre les financements additionnels mobilisés, de nombreux fournisseurs de coopération pour le développement ont indiqué avoir réorienté des fonds issus des programmes de coopération pour le développement de 2020 au profit d'activités liées à la pandémie de COVID-19 ; la plupart ont toutefois précisé qu'ils n'avaient pas interrompu les programmes de développement en cours. Les fournisseurs ont indiqué que, sur le court terme, leur réponse avait été guidée par la nécessité d'enrayer la propagation du virus et d'en atténuer les conséquences, et avait été essentiellement centrée sur les systèmes de santé, l'aide humanitaire et la sécurité alimentaire. Certains ont déclaré qu'ils axeraient leur action à moyen terme sur la mise à disposition d'outils diagnostiques et de vaccins pour les pays les plus démunis. Ils ont été nombreux à préciser qu'ils apporteraient également un soutien pour remédier aux conséquences économiques et sociales de la pandémie.

¹ L'APD totale a atteint en 2020 le niveau le plus élevé jamais enregistré, et sur la base de l'équivalent-don et selon la méthodologie des flux financiers.

² Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

³ [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2020\)35/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2020)35/en/pdf).

Méthodologie utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD de l'OCDE ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système d'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu d'enregistrer les flux financiers effectifs entre un donneur et un pays bénéficiaire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global pour l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé en valeur monétaire⁴. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et incite davantage à fournir des dons et des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu.

En 2016, les membres du CAD ont également décidé d'appliquer la méthode de l'équivalent-don à des instruments autres que les dons, tels que les titres de participation ou les instruments du secteur privé (ISP) afin de mieux rendre compte de l'effort consenti par les donneurs. Ils sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allègement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments)⁵, le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet à compter de 2019 avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2020, à des niveaux d'APD de 0.09 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+19 %), Espagne (+9 %) et la France (-11%).

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, l'apport net de capitaux sur la durée de vie d'un prêt est nul car les remboursements du principal sont déduits au moment où ils interviennent ; les paiements d'intérêts ne sont pas pris en compte⁶. Selon la méthode de l'équivalent don, tant les remboursements d'intérêts que les remboursements du principal sont pris en compte, mais à leur valeur actualisée.

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donneurs en volume ou en pourcentage du RNB sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

⁴ Pour en savoir plus, voir : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm>.

⁵ Pour en savoir plus, voir : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

⁶ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

Performances des donneurs bilatéraux en 2020 sur la base de l'équivalent-don

Les États-Unis demeurent le principal donneur d'APD du CAD (35.5 milliards USD), suivis par l'Allemagne (28.4 milliards USD), le Royaume-Uni (18.6 milliards USD), le Japon (16.3 milliards USD) et la France (14.1 milliards USD). Plusieurs pays ont atteint ou dépassé le niveau de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : l'Allemagne (0.73 %), le Danemark (0.73 %), le Luxembourg (1.02 %), la Norvège (1.11 %), le Royaume-Uni (0.70 %) et la Suède (1.14 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Selon les données préliminaires pour 2020 notifiées à l'OCDE, la Turquie a dépassé le niveau de 0.7 % en termes de ratio APD/RNB, affichant un pourcentage de 1.12 %.

En 2020, l'APD totale consentie par l'ensemble des pays membres du CAD, en pourcentage du RNB, s'est établie à 0.32 %, contre 0.30 % en 2019.

Le coût des réfugiés dans les pays donneurs s'est élevé à 9.0 milliards USD en 2020, soit un repli de 9.5 % en termes réels par rapport à 2019. Si l'on exclut ces coûts, l'APD a augmenté de 4.4 % en termes réels. Les coûts des réfugiés dans les pays donneurs ont représenté plus de 10 % de l'APD totale pour le Canada, l'Islande et les Pays-Bas, et plus de 8% pour l'Allemagne, la France et la Suisse (voir Tableau 4).

Les prêts souverains bilatéraux des membres du CAD calculés sur la base de l'équivalent-don ont progressé de 38.7 % en termes réels par rapport à 2019. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses en termes réels des prêts souverains calculés sur la base de l'équivalent-don sont l'Allemagne (69 %), la France (63 %), l'Italie (55 %), le Japon (11 %) et le Portugal (143 %), tandis que les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont également augmenté (136 %).

L'APD a augmenté dans 16 pays membres du CAD, certains d'entre eux ayant substantiellement accru leurs budgets pour soutenir les pays en développement face à la pandémie. De fortes hausses ont été enregistrées dans les pays suivants : Allemagne, Canada, Finlande, France, Islande, Hongrie, Norvège, République slovaque, Suède et Suisse. L'APD a en revanche accusé un recul dans 13 pays, les baisses les plus marquées étant observées en Australie, en Corée, en Grèce, en Italie, au Luxembourg, au Portugal et au Royaume-Uni.

Les donneurs du G7 ont fourni 76 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 45 %.

L'APD consentie par les 19 pays du CAD qui font partie de l'UE⁷ s'est montée à 72.7 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 7.8 % en termes réels par rapport à 2019, et équivaut à 0.50 % de leur RNB combiné.

- Autriche (+0.6 %) : légère augmentation suite à des contributions aux organisations multilatérales ;
- Belgique (+2.8 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales, en particulier aux institutions des Nations Unies ;
- République tchèque (-5.2 %) : en raison d'une baisse du volume des allègements de dette par rapport à 2019 ;
- Danemark (+0.5 %) : à la suite d'une légère augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Finlande (+8.1 %) : en raison d'une augmentation de ses contributions multilatérales ;
- France (+10.9 %) : en raison d'une hausse de son aide bilatérale et ses financements induits par la pandémie de COVID-19, y compris par des prêts ;

⁷ Cette publication présente des séries chronologiques qui se prolongent après la date de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 1er février 2020. Pour préserver la cohérence des séries, l'agrégat « Union européenne » présenté ici exclut le Royaume-Uni de toutes les séries chronologiques.

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 13 AVRIL 2021, 15:00, HEURE DE PARIS

- Allemagne (+13.7 %) : en grande partie du fait de la mobilisation de ressources additionnelles d'APD pour lutter contre la pandémie;
- Grèce (-36.2 %) : sous l'effet d'une baisse des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Hongrie (+35.8 %) : en raison d'une augmentation de son programme global d'aide ;
- Irlande (-4.1 %) : en raison d'une baisse du volume des coûts notifiés au titre des réfugiés sur le territoire ;
- Italie (-7.1 %) : en raison d'une diminution des dons bilatéraux et des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Luxembourg (-9.2 %) : en raison d'un recul de ses dons bilatéraux ;
- Pays-Bas (-2.8 %) : en raison de la baisse du RNB, car les Pays-Bas ont maintenu le même ratio d'APD/RNB qu'en 2019;
- Pologne (+1.1 %) : légère augmentation consécutive à une contribution accrue aux institutions de l'UE ;
- Portugal (-10.6 %) : du fait d'une diminution de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- République slovaque (+16.3 %) : du fait d'opérations d'allègement de la dette ;
- Slovénie (-1.7 %) : en raison d'une légère baisse de son aide bilatérale ;
- Espagne (-1.8 %) : en raison d'une légère baisse de son aide bilatérale ;
- Suède (+17.1 %) : du fait des contributions versées au Fonds vert pour le climat.

L'APD totale consentie par les institutions de l'UE a sensiblement progressé, de 25.4 % en termes réels, du fait qu'elles ont mobilisé un montant significatif de fonds au profit d'activités liées à la pandémie de COVID-19 et que leurs prêts souverains ont augmenté de 136 % en termes réels par rapport à 2019.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (-10.6 %) : en raison de dépenses ralenties suite à la pandémie, tout en maintenant un engagement global de son programme d'aide à 4 milliards AUD;
- Canada (+7.7 %) : sous l'effet de hausses du financement climatique et des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Islande (+7.8 %) : en raison d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Japon (+1.2 %) : du fait de l'augmentation de ses prêts bilatéraux ;
- Corée (-8.6 %) : du fait de réductions dans le programme global d'aide ;
- Nouvelle-Zélande (-5.2 %) : en raison d'une baisse de l'aide bilatérale ;
- Norvège (+8.4 %) : en raison d'une augmentation de l'APD liée à la santé et des contributions versées au Fonds vert pour le climat ;
- Suisse (+8.8 %) : s'explique par l'expansion globale de son budget d'aide et un financement additionnel destiné à accompagner les pays en développement dans leur lutte contre la pandémie ;
- Royaume-Uni (-10.0 %) : du fait de la baisse de son RNB car le Royaume-Uni a maintenu son engagement à l'égard de l'objectif d'un ratio APD/RNB de 0.7 % ;
- États-Unis (+4.7 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales ;

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2020, en fonction de l'avantage comparatif de leurs programmes respectifs. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de fonds à l'appui du développement à l'OCDE, quelques changements sont à noter :

- Bulgarie (+24.7 %) : en raison d'une augmentation des contributions aux institutions de l'UE et à d'autres organisations multilatérales ;
- Croatie (+14.2 %) : du fait de l'expansion de son programme global d'aide ;

- Chypre⁸ (-0.1 %) ;
- Estonie (+1.2 %) ;
- Israël (-1.9 %) ;
- Lettonie (+14.8 %) : du fait d'une augmentation de ses contributions aux institutions de l'UE ;
- Liechtenstein (+7.2 %) : du fait d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Lituanie (-3.8 %) : sous l'effet d'une baisse des contributions aux institutions de l'UE ;
- Malte (+38.3 %) : du fait d'une hausse des dons bilatéraux ;
- Qatar (-8.4 %) : sous l'effet d'une contraction de son aide bilatérale, en particulier sous la forme de soutien budgétaire ;
- Roumanie (+17.1 %) : en raison d'une augmentation de son programme global d'aide ;
- Arabie saoudite (-25.2 %) : du fait d'une diminution de son programme d'aide bilatérale ;
- Turquie (+1.2 %) ;
- Taïpei chinois (+25.8 %) : du fait d'une augmentation de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Émirats arabes unis (-26.3 %) : du fait d'une diminution de ses prêts bilatéraux.

Apports d'APD calculés sur la base des flux financiers

Comme indiqué plus haut, les chiffres globaux de l'APD calculés sur la base de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries rétrospectives calculées sur la base des « flux financiers ». À des fins de transparence et d'analyse de l'évolution des tendances, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculées sur la base des flux financiers. Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 161.0 milliards USD en 2020, soit une augmentation de 7 % en termes réels par rapport à 2019 (voir Tableau 2).

Les apports nets d'APD bilatérale (assistance technique, programmes et projets), qui représentent un peu plus de la moitié de l'APD totale nette, ont progressé de 8 % en termes réels entre 2019 et 2020. Les contributions aux organisations multilatérales, qui représentent environ un tiers de l'APD totale, ont augmenté de 9 %. L'aide humanitaire s'est élevée à 18 milliards USD, soit une hausse de 6 % en termes réels par rapport à 2019. Les dons au titre de l'allègement de la dette ont également progressé, pour atteindre 554 millions USD (voir Graphique 2).

En 2020, 22 % de l'APD bilatérale brute consentie par les membres du CAD l'a été sous la forme d'apports hors dons (prêts et prises de participation), soit une augmentation par rapport au niveau des années précédentes qui se situait aux alentours de 17 %. Le reste de l'APD bilatérale est fourni sous forme de dons.

Les données préliminaires de 2020 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les membres du CAD à l'Afrique se sont élevés à 39 milliards USD, soit une hausse de 4.1 % en termes réels par rapport à 2019. À l'inverse, l'APD nette consentie à l'Afrique subsaharienne, qui s'est établie à 31 milliards USD, a accusé un recul de 1 % en termes réels.

⁸ Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

S'agissant de la répartition par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par l'ensemble des membres du CAD aux pays à faible revenu se sont établis à 25 milliards USD, soit une baisse de 3.5 % en termes réels par rapport à 2019. L'APD bilatérale nette affectée aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en revanche, s'est élevée à 33 milliards USD, ce qui représente une progression de 6.9 % en termes réels. L'APD nette consentie aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également augmenté, de 36.1 %, pour atteindre 18 milliards USD. Les apports nets d'APD consentis aux pays à revenu élevé ont plus que triplé, pour s'établir à 372 millions USD. Ces tendances, ainsi que l'augmentation de la part des prêts dans l'APD, laissent penser que cette composante de l'augmentation de l'APD en 2020 est à mettre au compte de prêts aux pays à revenu intermédiaire.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 34 milliards USD, soit une augmentation de 1.8 % en termes réels par rapport au niveau de 2019.

L'APD demeure résiliente en ces temps de crise

L'APD nette a plus que doublé en termes réels depuis 2000 (soit une hausse de 110 %). Elle a progressé de 69 % en termes réels entre 2000 et 2010, sachant que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été adoptés en 2000 et que les donateurs ont aussi pris d'autres engagements visant à renforcer leur APD (lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et au Sommet du G8 de Gleneagles en 2005). Les budgets d'APD ont ensuite diminué, de 1 % en termes réels en 2011, puis encore de 4 % en 2012, sous l'effet de la persistance de la crise financière et de l'instabilité de la zone euro, qui a poussé plusieurs pays à resserrer leur budget, avec un impact direct sur l'aide au développement. L'APD a enregistré un nouveau rebond en 2013 et a continué d'augmenter jusqu'en 2016, où elle a atteint un premier sommet sous l'effet en particulier de l'afflux de réfugiés en Europe, et aux coûts des réfugiés dans les pays donateurs qui y sont associés. En 2017 et 2018, elle a diminué en raison de l'amenuisement des dépenses liées aux réfugiés, pour rester stable en 2019. En 2020, l'APD a atteint son niveau le plus haut jamais enregistré, sous l'effet notamment du soutien apporté dans le contexte de la crise du COVID-19.

En avril 2020⁹, les membres du CAD ont publié une déclaration dans laquelle ils reconnaissent que l'APD est « un moyen important pour venir en appui aux mesures prises par les pays afin de faire face à la crise du COVID-19 » et qu'ils « s'efforcer[ont] de protéger les budgets d'APD ». L'APD est depuis longtemps une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer l'impact immédiat des précédentes crises financières (par exemple la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020, L'APD a augmenté alors que les financements privés extérieurs à destination des pays en développement ont chuté de 13 % en 2020, et le volume des échanges a reculé de 8.5 %. L'OCDE savait pouvoir tabler sur la fiabilité et la résilience de l'APD face à la crise actuelle du COVID-19¹⁰, ce que confirment une fois encore les chiffres de 2020 et ce qui démontre que l'APD est avant tout mue par la volonté politique et la solidarité mondiale.

Les tendances enregistrées par les apports d'APD indiquent que la croissance du PIB n'est pas le principal moteur de la générosité témoignée à travers l'APD. Les taux de croissance annuelle moyenne du PIB dans les pays de l'OCDE depuis les années 60 ont reculé, passant de plus de 5 % à environ 2 % au cours des deux dernières décennies. À l'inverse, la croissance de l'APD a augmenté jusque dans les années 90, pour reculer ensuite et ne rebondir pour retrouver son niveau le plus élevé qu'à la fin des années 2000. En 2020, la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE a accusé un recul de -5.48 %, alors même que les apports d'APD nette progressaient de 7 %.

⁹ Déclaration commune du CAD, publiée le 9 avril 2020, accessible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>

¹⁰ OCDE (2020), *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience*, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8d7cf8c-fr>.

De nombreux membres du CAD ont indiqué qu'ils préserveraient leurs budgets d'APD en 2020, et plusieurs ont précisé qu'ils les maintiendraient ou les augmenteraient en 2021. Selon les projections de l'OCDE, la croissance du PIB mondial s'établirait à 5.6 % en 2021 et à 4 % en 2022, tandis que la production mondiale devrait renouer avec ces niveaux d'avant la pandémie d'ici le milieu de l'année 2021, même si tout dépendra du rythme auquel se déroulera la vaccination et des éventuels nouveaux confinements¹¹. Certains membres du CAD ont mis en place des mécanismes permettant de lisser les volumes d'APD sur plusieurs années de façon à pouvoir honorer leurs engagements dans l'éventualité de variations abruptes des ressources disponibles. Toutefois, étant donné les effets économiques de la pandémie, il n'est pas certain que les volumes d'APD pourront continuer d'augmenter ou rester stables dans les années à venir.

Les chiffres détaillés de l'APD pour 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2021, mais les financements concessionnels alloués par l'ensemble des donateurs (bilatéraux, multilatéraux et fondations privées) au secteur de la santé se sont établis en moyenne à 27 milliards USD par an (en termes réels) entre 2017 et 2019. En 2019, les deux tiers de l'aide allouée au secteur de la santé ont été apportés par les États-Unis (6.5 milliards USD), le Fonds mondial (3.6 milliards USD), la Fondation Bill & Melinda Gates (2.8 milliards USD), l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (1.9 milliard USD) et le Royaume-Uni (1.8 milliard USD). Les programmes de santé de base ont représenté 50 % de l'APD totale, les politiques en matière de population (y compris la planification familiale) 34 % et d'autres programmes sanitaires (politique et gestion sanitaires, formation médicale, recherche médicale et services médicaux) 16 %. L'APD totale consacrée aux maladies infectieuses (notamment au paludisme et à la tuberculose) s'est élevée à 7 milliards USD en 2019. Les données préliminaires relatives aux activités liées au COVID-19 dans le secteur de la santé (ex. : tests, prévention, vaccination, traitements, soins, éducation et communication) montrent que les membres du CAD y ont consacré près de 4 milliards sous forme d'APD. Ces chiffres sont toutefois préliminaires et partiels et il est probable que le chiffre définitif sera bien supérieur.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2021.

¹¹ <https://www.oecd.org/fr/presse/il-faut-agir-vite-et-acceler-le-deploiement-des-vaccins-pour-consolider-la-reprise.htm>

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 13 AVRIL 2021, 15:00, HEURE DE PARIS

TABEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2020^a

Millions de USD

Les données 2020 sont préliminaires

			----- dont : -----					FLUX ^b			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
			EQUIVALENT-DON			Equivalent- don de l'APD sous-total (1)	Instruments du secteur privé		Dettes et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)			
	APD totale (1+2)	APD/RNB %	Bilatéral	Multilatéral			Approche institue- tionnelle	Approche fondée sur les instruments				
		Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital	Equivalent- don des prêts						
Allemagne	28 405	0.73	19 647	1 913	1	6 439	-	28 001	-	405	405	28 886
Australie	2 563	0.19	1 955	-	-	607	-	2 563	-	-	-	2 563
Autriche	1 268	0.29	443	9	15	754	-	1 220	-	48	48	1 316
Belgique	2 290	0.47	940	10	-	1 233	43	2 225	65	-	65	2 341
Canada	5 031	0.31	3 449	304	-	1 204	-	4 956	75	-	75	4 896
Corée	2 249	0.14	1 166	597	2	485	-	2 249	-	-	-	2 290
Danemark	2 649	0.73	1 702	-	-	947	-	2 649	-	-	-	2 638
Espagne	2 969	0.24	1 004	2	-	1 971	-	2 978	-	-9	-9	2 722
Etats-Unis	35 475	0.17	29 318	4	-	6 153	-	35 475	-	-	-	35 124
Finlande	1 275	0.47	538	-	-	630	-	1 169	-	106	106	1 275
France	14 139	0.53	5 357	2 753	380	4 770	245	13 505	-	634	634	15 833
Grèce	238	0.13	4	-	-	233	-	238	-	-	-	238
Hongrie	411	0.27	199	-	-	212	-	411	-	-	-	411
Irlande	972	0.31	509	-	-	463	-	972	-	-	-	972
Islande	62	0.29	51	-	-	11	-	63	-	-	-	62
Italie	4 186	0.22	952	163	-	3 071	-	4 186	-	-	-	4 348
Japon	16 266	0.31	5 475	7 154	-	2 505	575	15 709	-	557	557	13 666
Luxembourg	450	1.02	304	-	-	146	-	450	-	-	-	450
Norvège	4 198	1.11	2 912	-	46	1 040	-	3 998	200	-	200	4 198
Nouvelle-Zélande	531	0.27	433	-	-	98	-	531	-	-	-	531
Pays-Bas	5 359	0.59	3 558	-	22	1 779	-	5 359	-	-	-	5 359
Pologne	803	0.14	189	17	-	597	-	803	-	-	-	786
Portugal	385	0.17	130	5	1	249	-	385	-	-	-	364
République slovaque	140	0.14	19	-	18	103	-	140	-	-	-	140
République tchèque	300	0.13	69	-	-	229	-	298	2	-	2	300
Royaume-Uni	18 560	0.70	11 152	-	57	6 059	327	17 594	851	114	966	19 245
Slovénie	90	0.17	30	-	-	60	-	90	-	-	-	90
Suède	6 348	1.14	3 491	-	-	2 770	-	6 261	87	-	87	6 261
Suisse	3 560	0.48	2 591	50	-	875	-	3 516	43	2	44	3 722
TOTAL DU CAD	161 172	0.32	97 588	12 982	541	45 693	1 189	157 993	1 322	1 858	3 180	161 027
Performance moyenne des pays du CAD		0.41										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	19 378	-	16 558	2 565	-	251	-	19 374	-	4	4	20 866
Pays CAD-UE ^c	72 677	0.50	39 086	4 873	436	26 656	287	71 339	154	1 184	1 338	74 729
Pays du G7	122 062	0.31	75 350	12 291	438	30 200	1 147	119 426	926	1 710	2 636	121 997
Pays non membres du G7	39 110	0.37	22 238	690	103	15 493	43	38 567	397	147	544	39 029
<i>Pays non-membres du CAD :^d</i>												
Estonie	49	0.16	16	-	-	33	-	49	-	-	-	49
Israël ^e	288	0.07	238	-	-	50	-	288	-	-	-	288
Lettonie	40	0.12	4	-	-	37	-	40	-	-	-	40
Lithuanie	67	0.12	12	-	-	55	-	67	-	-	-	67
Turquie	8 003	1.12	7 916	-	-	88	-	8 003	-	-	-	8 003
<i>Participants du CAD :^f</i>												
Arabie Saoudite	1 493	0.19	918	280	-	24	21	1 243	-	250	250	1 626
Bulgarie	84	0.13	9	-	-	75	-	84	-	-	-	84
Emirats arabes unis	1 695	0.48	1 640	31	-	24	-	1 695	-	-	-	1 615
Qatar	534	0.30	459	-	-	75	-	534	-	-	-	534
Roumanie	306	0.13	71	-	-	234	-	306	-	-	-	306
<i>Autres pays non membres de l'OCDE :^g</i>												
Chypre ^h	20	0.08	4	-	-	17	-	20	-	-	-	20
Croatie	84	0.15	23	-	-	61	-	84	-	-	-	84
Lichtenstein	28	0.00	19	-	-	9	-	28	-	-	-	28
Malte	58	0.44	52	-	-	6	-	58	-	-	-	58
Taipei chinois	403	0.06	187	3	-	168	46	403	-	-	-	504

a) L'APD totale en 2020 comprend un montant de 13.0 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 1.3 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfices compris, provenant de ces organismes, un montant de 1.9 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification des statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

d) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

f) L'Azerbaïdjan et le Koweït et le Qatar ont également participé au CAD. L'Azerbaïdjan et le Koweït n'ont pas envoyé de données préliminaires 2020 à l'OCDE.

g) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2020.

h) Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Notes: Les données 2020 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2021. Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 13 AVRIL 2021, 15:00, HEURE DE PARIS

**Tableau 2 : Tendance de l'aide publique au développement des membres du CAD en 2019 et 2020 sur la base des équivalents dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2019
Les données 2020 sont préliminaires**

	2020				2019				Variation en pourcentage entre 2019 et 2020 (c)	Pour mémoire :	
	dont :			APD/RNB %	dont :			APD/RNB %		2020	2019
	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)		APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)			Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	27 511	27 119	392	0.73	24 198	23 415	782	0.61	13.7	27 976	24 122
Australie	2 582	2 582	-	0.19	2 888	2 888	-	0.21	-10.6	2 582	2 888
Autriche	1 237	1 190	47	0.29	1 230	1 206	24	0.28	0.6	1 284	1 227
Belgique	2 235	2 172	63	0.47	2 175	2 088	86	0.41	2.8	2 285	2 208
Canada	5 091	5 015	75	0.31	4 725	4 494	232	0.27	7.7	4 954	4 535
Corée	2 251	2 251	-	0.14	2 463	2 463	-	0.15	-8.6	2 292	2 517
Danemark	2 567	2 567	-	0.73	2 554	2 510	44	0.72	0.5	2 556	2 541
Espagne	2 891	2 899	-8	0.24	2 944	2 961	-17	0.21	-1.8	2 650	2 709
Etats-Unis	35 071	35 071	-	0.17	33 492	33 488	4	0.15	4.7	34 725	32 981
Finlande	1 223	1 121	102	0.47	1 131	1 073	58	0.42	8.1	1 223	1 149
France	13 545	12 938	607	0.53	12 211	11 560	651	0.44	10.9	15 168	11 984
Grèce	235	235	-	0.13	368	368	-	0.18	-36.2	235	368
Hongrie	424	424	-	0.27	312	312	-	0.21	35.8	424	312
Irlande	933	933	-	0.31	973	973	-	0.32	-4.1	933	973
Islande	66	67	-	0.29	61	61	0	0.25	7.8	66	61
Italie	4 062	4 062	-	0.22	4 373	4 364	9	0.22	-7.1	4 219	4 260
Japon	15 777	15 236	541	0.31	15 588	15 337	251	0.29	1.2	13 255	11 720
Luxembourg	428	428	-	1.02	472	472	-	1.03	-9.2	428	472
Norvège	4 660	4 438	222	1.11	4 298	4 041	257	1.03	8.4	4 660	4 298
Nouvelle-Zélande	526	526	-	0.27	555	555	-	0.28	-5.2	526	555
Pays-Bas	5 143	5 143	-	0.59	5 292	5 292	-	0.59	-2.8	5 143	5 292
Pologne	785	785	-	0.14	777	777	-	0.14	1.1	768	761
Portugal	367	367	-	0.17	410	410	-	0.17	-10.6	348	382
République slovaque	135	135	-	0.14	116	116	-	0.11	16.3	135	116
République tchèque	293	291	2	0.13	309	281	28	0.13	-5.2	293	309
Royaume-Uni	17 434	16 527	907	0.70	19 377	18 024	1 353	0.70	-10.0	18 078	19 354
Slovénie	86	86	-	0.17	88	88	-	0.17	-1.7	86	88
Suède	6 095	6 012	83	1.14	5 205	5 142	63	0.96	17.1	6 012	5 205
Suisse	3 371	3 329	42	0.48	3 099	3 069	30	0.42	8.8	3 525	3 095
TOTAL DAC	157 026	153 952	3 075	0.32	151 683	147 827	3 855	0.30	3.5	156 829	146 482
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	18 730	18 727	4	-	14 937	15 545	-608	-	25.4	20 169	15 267
Pays CAD-UE ^d	70 196	68 908	1 288	0.50	65 136	63 408	1 729	0.43	7.8	72 166	64 477
Pays du G7	118 492	115 970	2 522	0.31	113 964	110 682	3 282	0.28	4.0	118 376	108 936
Pays non membres du G7	38 534	37 981	553	0.37	37 719	37 145	573	0.35	2.2	38 454	37 526
<i>Pays non-membres du CAD :^e</i>											
Estonie	49	49	-	0.16	48	48	-	0.16	1.2	49	48
Israël ^f	276	276	-	0.07	281	281	-	0.07	-1.9	276	281
Lettonie	39	39	-	0.12	34	34	-	0.10	14.8	39	34
Lituanie	65	65	-	0.12	68	68	-	0.13	-3.8	65	68
Turquie	8 773	8 773	-	1.12	8 667	8 667	-	1.15	1.2	8 773	8 667
<i>Participants du CAD :^g</i>											
Arabie Saoudite	1 454	1 211	243	0.19	1 944	1 694	250	0.24	-25.2	1 584	2 069
Bulgarie	82	82	-	0.13	65	65	-	0.10	24.7	82	65
Emirats arabes unis	1 651	1 651	-	0.48	2 240	2 240	-	0.55	-26.3	1 573	2 490
Qatar	520	520	-	0.30	567	567	-	0.32	-8.4	520	567
Roumanie	298	298	-	0.13	254	254	-	0.10	17.1	298	254
<i>Autres pays non membres de l'OCDE :^h</i>											
Chypre ⁱ	20	20	-	0.08	20	20	-	0.09	-0.1	20	20
Croatie	82	82	-	0.15	72	72	-	0.12	14.2	82	73
Lichtenstein	27	27	-	NA	25	25	-	NA	7.2	27	25
Malte	57	57	-	0.44	41	41	-	0.30	38.3	57	41
Taipei chinois	393	393	-	0.06	312	312	-	0.05	25.8	491	316

a) En 2020, l'APD totale comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières. En 2019, l'APD comprend les mêmes rubriques sauf les remises de dettes qui sont compris sous les versements nets.

b) Les apports comprennent les remises de dette et les instruments du secteur privé sur la base des versements nets en 2019 et les seuls les instruments du secteur privé sur la base des versements nets en 2020.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 108 - Decembre 2020) et des mouvements de change.

d) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

e) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

f) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

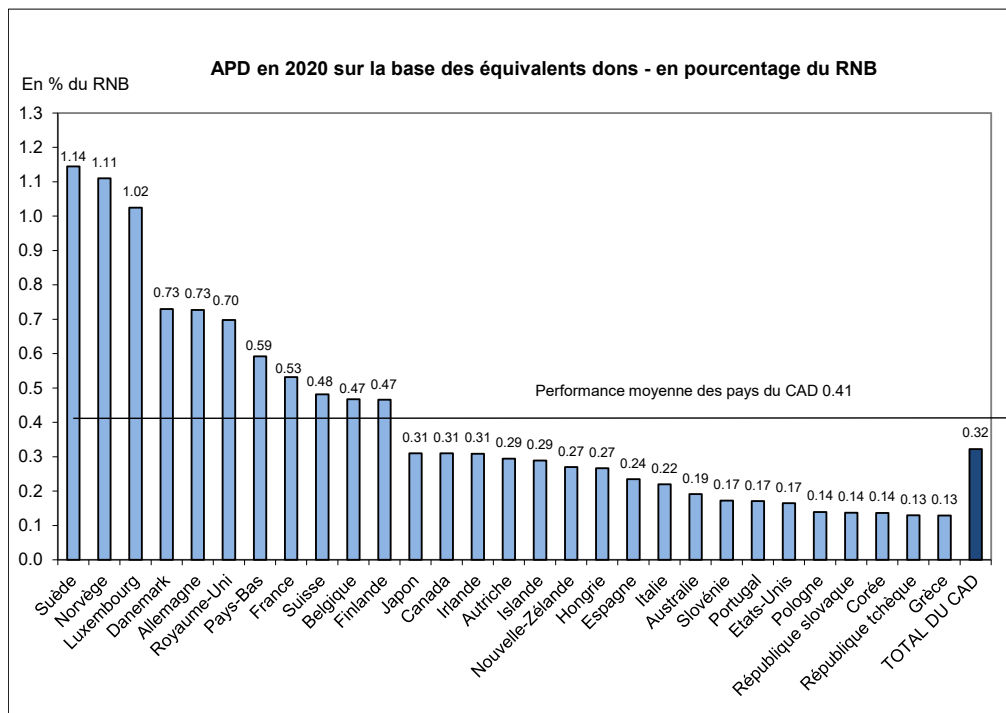
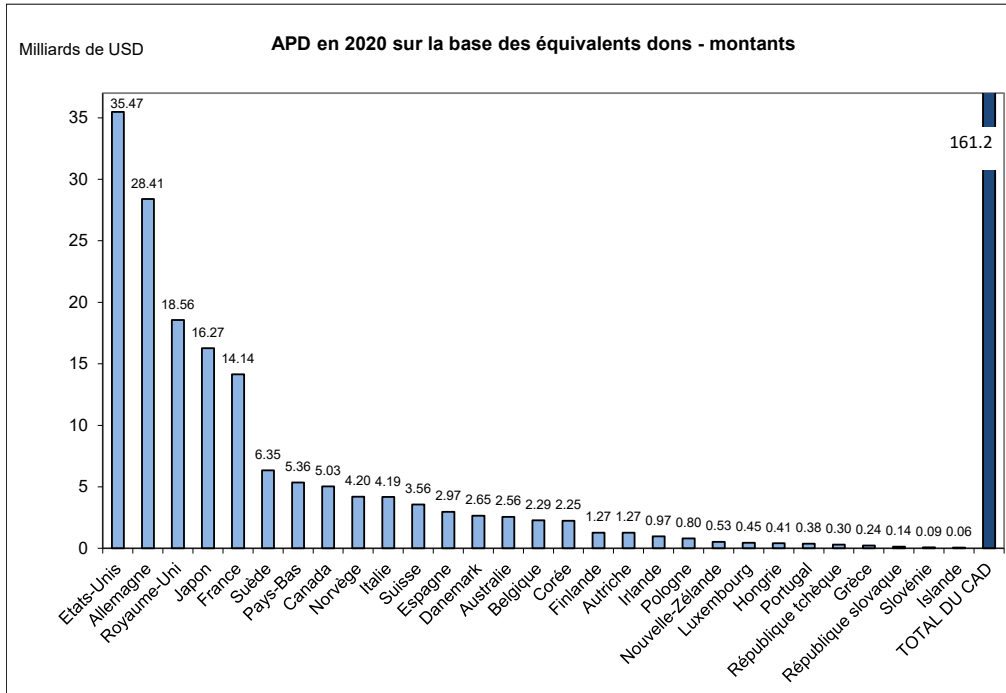
g) L'Azerbaïdjan et le Koweït sont également participants au CAD et n'ont pas envoyés leurs données préliminaires 2020 à l'OCDE.

h) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2020.

i) Note de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord.

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : la République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CONSENTIE PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2020, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON



Source : OCDE, 13 avril 2021.

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 13 AVRIL 2021, 15:00, HEURE DE PARIS

TABLEAU 3: VERSEMENTS NETS D'APD EN 2020 DES MEMBRES DU CAD POUR DES ACTIVITÉS LIÉES AU COVID-19 (a)

Millions de USD

Les données 2020 sont préliminaires

	Activités liées au COVID-19	dont : Secteur de la santé	Memo: Versements nets d'APD
Australie	82	-	2 563
Autriche	29	1	1 316
Belgique	129	33	2 341
Canada	293	125	4 896
Corée	586	463	2 290
Danemark	206	30	2 638
Espagne	231	49	2 722
Etats-Unis	438	438	35 124
Finlande	85	74	1 275
France	2 206	208	15 833
Grèce	-	-	238
Hongrie	41	-	411
Irlande	26	13	972
Islande	7	5	62
Italie	98	11	4 348
Japon	2 991	769	13 666
Luxembourg	79	28	450
Norvège	300	151	4 198
Nouvelle-Zélande	59	21	531
Pays-Bas	289	37	5 359
Pologne	11	2	786
Portugal	1	1	364
République slovaque	4	3	140
République tchèque	6	2	300
Royaume-Uni	1 789	723	19 245
Slovénie	1	1	90
Suède	208	79	6 261
Suisse	298	5	3 722
TOTAL DAC	11 914	3 272	161 027
<i>Pour mémoire :</i>			
Institutions de l'UE	9 062	730	20 866
Pays CAD-UE ^b	5 071	571	74 729

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2021.

b) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 13 Avril 2021.

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 13 AVRIL 2021, 15:00, HEURE DE PARIS

TABLEAU 4. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE
Données préliminaires pour 2020

	2020			2019			Variation en pourcentage : APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur 2019 à 2020 ⁽¹⁾ Aux prix et taux de change de 2019
	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD nette	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	
	millions de USD courants	millions de USD courants	%	millions de USD courants	millions de USD courants	%	
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	28 405	2 597	9.1	24 198	3 036	12.5	18.1
Australie	2 563	-	-	2 888	-	-	-10.6
Autriche	1 268	31	2.4	1 230	31	2.5	0.7
Belgique	2 290	134	5.9	2 175	138	6.3	3.3
Canada	5 031	631	12.5	4 725	476	10.1	4.8
Corée	2 249	1	0.1	2 463	1	0.1	-8.6
Danemark	2 649	56	2.1	2 554	54	2.1	0.5
Espagne	2 969	190	6.4	2 944	300	10.2	2.4
États-Unis	35 475	1 880	5.3	33 492	1 880	5.6	5.1
Finlande	1 275	59	4.7	1 131	90	7.9	12.0
France	14 139	1 227	8.7	12 211	1 210	9.9	12.4
Grèce	238	0	0.1	368	134	36.6	0.4
Hongrie	411	2	0.4	312	1	0.3	35.7
Irlande	972	25	2.5	973	84	8.6	2.2
Islande	62	7	10.5	61	8	12.9	10.8
Italie	4 186	229	5.5	4 373	445	10.2	-2.2
Japon	16 266	0	0.0	15 588	0	0.0	1.2
Luxembourg	450	-	-	472	0	0.1	-9.2
Norvège	4 198	47	1.1	4 298	60	1.4	8.7
Nouvelle-Zélande	531	4	0.7	555	16	2.9	-3.1
Pays-Bas	5 359	562	10.5	5 292	494	9.3	-4.0
Pologne	803	7	0.8	777	6	0.8	1.0
Portugal	385	10	2.5	410	8	1.9	-11.1
République slovaque	140	1	0.7	116	1	0.8	16.4
République tchèque	300	6	1.8	309	6	2.0	-5.1
Royaume-Uni	18 560	801	4.3	19 377	609	3.1	-11.1
Slovénie	90	3	3.0	88	2	2.6	-2.2
Suède	6 348	149	2.4	5 205	263	5.0	20.4
Suisse	3 560	323	9.1	3 099	284	9.2	8.9
TOTAL DU CAD	161 172	8 980	5.6	151 683	9 635	6.4	4.4

Pour mémoire :

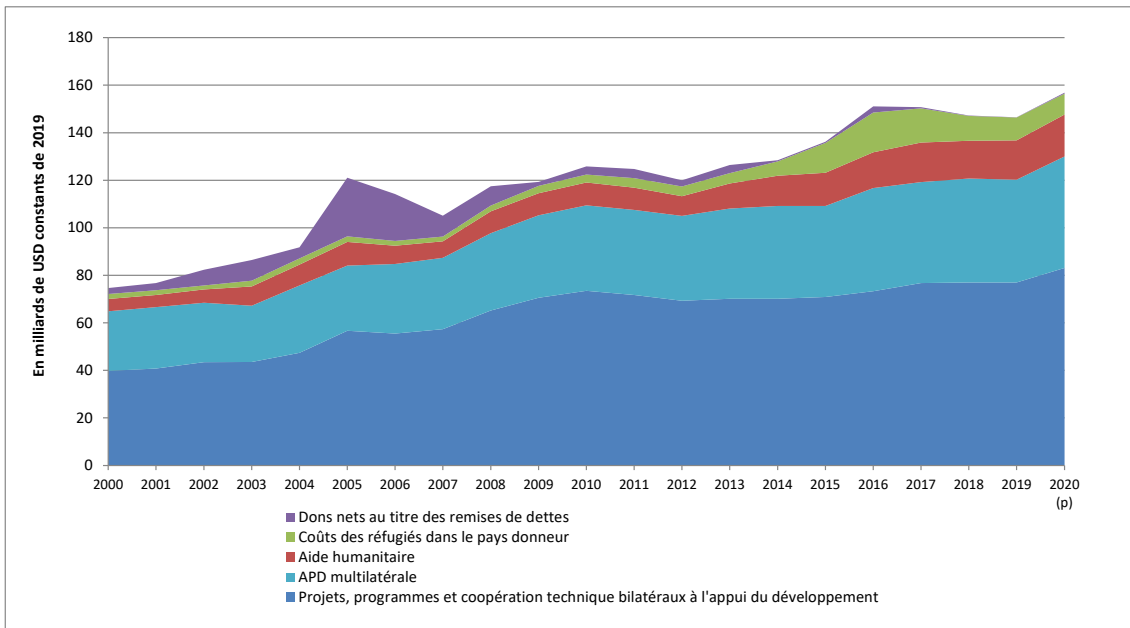
Pays CAD-UE ⁽²⁾	72 677	5 287	7.3	65 136	6 301	9.7	10.6
----------------------------	--------	-------	-----	--------	-------	-----	------

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

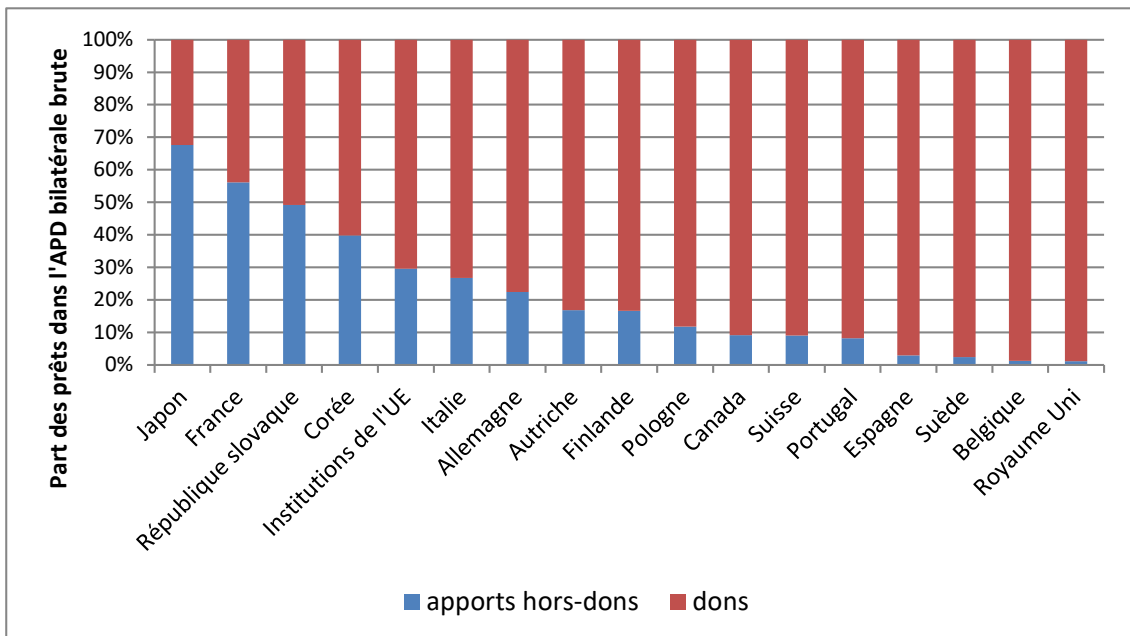
Source: OCDE, 13 avril 2021.

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'APD NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD



Source : OCDE, 13 avril 2021.

GRAPHIQUE 3 : PART DES DONS BILATÉRAUX BRUTS CHEZ LES MEMBRES DU CAD QUI CONSENTENT DES PRÊTS



Source : OCDE, 13 avril 2021.